

M. Paul Yewchuk (Athabasca): J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur; je m'oppose à ce que le ministre ait laissé entendre que les juges qui ne sont pas des Maritimes sont partiaux.

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, ce n'est pas une question de justice mais de simple intelligence. J'ai une question complémentaire à poser au ministre. Par déférence pour les pêcheurs et les autres intéressés, pourrait-il nous donner un indice quant au délai. Le ministre pourrait-il nous dire, par votre intermédiaire, si lui ou son collègue le ministre des Pêches serait en mesure d'informer les gens de cette région à la fin de mars ou d'avril, par exemple, de la politique qui sera adoptée?

L'hon. M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, aussitôt que possible. Il y a trois questions en cause. La première concerne le matériel et le grément ainsi que l'équipement que le pétrole aurait pu endommager. Il est assez facile de préciser ce qui a été vraiment détérioré. La deuxième a trait aux pêches hauturières et aux effets possibles sur elles; la troisième intéresse la pêche du homard. Le délai dans chaque cas varie quelque peu mais il y a en ce moment des consultations avec les représentants des pêcheurs et je crois comprendre qu'un groupe a été nommé pour continuer ces entretiens. Je serai heureux de tenir la Chambre au courant.

LA DEUXIÈME TENTATIVE DU «MANHATTAN» —LE RENFORCEMENT DE LA COQUE

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Étant donné les déclarations faites hier par des porte-parole de la Humble Oil Company selon lesquelles aucune modification importante ne serait apportée à la coque du *Manhattan* et étant donné que celle-ci a subi des dommages appréciables lors de son premier voyage dans le passage du Nord-Ouest, le ministre entend-il demander un renforcement majeur de la coque du *Manhattan*?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je ne suis au courant d'aucune déclaration de la Humble Oil. Je préférerais de beaucoup m'occuper de déclarations qui me sont faites officiellement que de rapports impromptus de cette nature.

M. Harding: Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire. Le ministre songe-t-il à imposer un moratoire au second voyage du *Manhattan* jusqu'à ce que des modifications majeures soient apportées à sa coque

[L'hon. M. Jamieson.]

afin d'éviter toute nouvelle catastrophe qui causerait de la pollution par le pétrole?

L'hon. M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, après avoir dit en premier lieu que je voulais étudier la déclaration officielle de la Humble Oil, il est évident que cela s'applique aussi à la seconde question de l'honorable député.

Une voix: Vous êtes un valet de la compagnie de pétrole.

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Une question supplémentaire au ministre des Transports. J'ai pensé que la Chambre serait calme aujourd'hui, monsieur l'Orateur, aussi j'ai préparé une question calme et froide pour le ministre des Transports. Il dit qu'il veut prendre connaissance de la déclaration officielle de la Humble Oil. Je me demande si le ministre ou le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a demandé formellement à la compagnie un rapport sur le navire, l'itinéraire et sur tout dommage que celui-ci aurait subi lors de sa première tentative de traversée. Si oui, quelle a été la réponse?

L'hon. M. Jamieson: Je crois que j'ai quelques renseignements là-dessus, monsieur l'Orateur, mais plutôt que de ne pouvoir répondre d'une façon calme et froide à mon honorable ami, je prendrais note de sa question, et je l'informerai plus tard.

L'ACTE DE L'AMÉRIQUE DU NORD BRITANNIQUE

LA PROTECTION DE L'ENSEIGNEMENT ANGLAIS ET FRANÇAIS

M. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre suppléant. Voudrait-il dire à la Chambre si le gouvernement a reçu une requête de la commission scolaire protestante de l'agglomération de Montréal demandant au gouvernement d'apporter des modifications à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique afin de protéger l'enseignement anglais et français au Canada?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je n'ai rien reçu en tant que secrétaire d'État aux Affaires extérieures, mais je vais m'informer auprès du bureau du premier ministre.

LA FISCALITÉ

LE LIVRE BLANC—LES PLUS-VALUES DE CAPITAL

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, c'est au ministre des Finances que s'adresse ma question. Le gouvernement a-t-il l'intention de poursuivre son programme d'impôt sur les gains de capi-